

ger les pensions en nous assurant que nous pouvons maîtriser cette dette énorme.

**M. le vice-président:** Le député de Scarborough-Ouest (M. Wappel) peut poser une question ou faire une observation.

**M. Wappel:** Monsieur le Président, je n'ai pas d'observation à faire, mais je voudrais poser deux questions très précises au ministre.

**M. Beatty:** Merci.

**M. Wappel:** Dans le discours qu'il a prononcé plus tôt aujourd'hui, mon collègue de Cape Breton—Richmond—Est (M. Dingwall) s'est servi de certains chiffres. Je voudrais savoir si le député est d'accord avec ces chiffres, que je vais répéter dans un instant. Dans l'affirmative, pourrait-il nous fournir quelques explications à ce sujet. Est-il vrai que les Canadiens qui gagnent 23 000\$, ceux qui se trouvent près du seuil de la pauvreté, ont vu leur impôt augmenter de plus de 60 p. 100 depuis 1984, alors que pour ceux qui gagnent 100 000\$ ou plus, l'impôt n'a augmenté que de 8 p. 100, plus ou moins? Est-ce vrai, et, dans l'affirmative, qu'est-ce que le ministre a à dire à ce sujet?

Ma seconde question se rapporte aux remarques qu'il a faites dans son discours lorsqu'il a accusé les députés de l'opposition de refuser d'y voir clair, d'être imbus de préjugés et de s'opposer au budget du gouvernement pour des raisons purement politiques. Le ministre est-il au courant des commentaires attribués à un membre de son propre parti, le député de Calgary—Nord—Est (M. Kindy), et cités dans le *Calgary Herald* du 30 avril. Il s'opposerait à la nouvelle taxe de vente parce qu'il l'estime «régressive, étant donné qu'elle touche les consommateurs».

En voici un extrait:

M. Kindy a déclaré que la taxe était injuste et que ce n'était pas un bon moyen pour réduire le déficit du gouvernement fédéral. En outre, il soutient qu'il faudra engager 4 000 autres fonctionnaires et que son application coûtera 200 millions de dollars.

Je ne pense pas que le député prêche pour sa chapelle puisqu'il est assis de l'autre côté de la Chambre, quelques rangées derrière le ministre. Je voudrais savoir ce que le ministre pense des réflexions du député de son parti.

**M. Beatty:** Je répondrais volontiers à ces deux questions. Je laisserai au secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) le soin de faire des commentaires sur le régime fiscal en général. Je m'en tiendrai à mon domaine, qui est celui des programmes sociaux et à mon rôle qui consiste à garantir une certaine justice aux plus nécessiteux.

### *Les crédits*

Le député prétend se soucier des plus démunis, surtout des petits salariés. Pourtant, son parti s'oppose à une mesure du présent budget et le débat d'aujourd'hui est dominé par leur opposition à une mesure visant à protéger les pensions, les allocations familiales et l'assurance-santé pour les gagne-petit en demandant aux nantis de payer plus d'impôts sur leur pension de vieillesse et sur leurs allocations familiales.

On ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Ou bien on est convaincu de la nécessité de protéger les gagne-petits et il faut demander à ceux qui en ont le mieux les moyens de payer davantage ou on ne les protège pas. Il faut savoir ce que l'on veut. J'ai proposé tout à l'heure de faire passer un test tout simple à tous ceux qui prennent la parole aujourd'hui. Ces députés proposent-ils en toute franchise et en toute honnêteté des solutions pour réduire la dette fédérale, qui est astronomique? Croient-ils vraiment que l'on peut résoudre le problème au moyen d'expédients ou admettent-ils que c'est un problème grave et qu'il faut adopter des solutions mûrement réfléchies?

La recherche de la solution idéale donne matière à discussion et à désaccord pour les députés de tous les côtés de la Chambre. Je l'ai déjà dit. Il n'est toutefois pas de mise d'essayer de sacrifier l'efficacité pour de simple motifs d'ordre sectaire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Beatty:** Les Canadiens méritent bien mieux que cela.

**Une voix:** En plein dans le mille!

**M. le vice-président:** La députée de Vancouver—Est (M<sup>me</sup> Mitchell) a une question et une observation.

**Mme Mitchell:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre. Je n'ai peut-être pas bien entendu ses propos, mais j'ai remarqué qu'il n'a pas réellement expliqué aux parents du Canada, particulièrement à beaucoup de femmes qui sont sur le marché du travail ou qui voudraient y entrer, pourquoi le gouvernement a affirmé pendant cinq ou six ans que les garderies seraient une grande priorité, qu'elles étaient essentielles à l'égalité des Canadiens et, en outre, comme le Comité spécial sur la garde d'enfants l'a documenté, qu'il est très préjudiciable à la génération actuelle d'enfants de ne pas bénéficier de services de garde de bonne qualité et à un coût abordable. Je ne sais pas quel genre de contact le ministre a avec la population; j'espère qu'il parle aux gens qui ont besoin de services de garde. Pour ma part, chaque semaine, dans ma circonscription, j'entends des femmes bénéficiant de l'aide sociale, voire des femmes exerçant des professions libérales qui ne peuvent simplement pas trouver de places pour leurs enfants dans les garderies.